

01 Tendances migratoires	1
02 Contrôle et gestion des frontières	2
03 Accueil, protection, intégration	4
04 Contexte socio-politique - faits marquants	5



Les fils d'actualité mensuels du RAEMH recueillent une sélection d'informations sur certaines régions et thématiques d'intérêt pour les membres du réseau. Ils n'ont pas vocation à refléter de manière exhaustive l'actualité sur les mobilités internationales.

01 | Tendances migratoires

Mouvements transnationaux

Tunisie/Libye/Italie: Avec un peu plus de [7.000 personnes débarquées entre janvier et mars](#), les arrivées en Italie depuis la Libye restent stables. En revanche, elles ont nettement baissé depuis la Tunisie. Début avril, [1.500 personnes, dans une dizaine de bateaux](#), ont débarqué sur l'île de Lampedusa en un week-end.

Espagne: Entre le 1er janvier et le 15 avril 2024, [17.529 personnes sont arrivées par la mer Méditerranée et l'Atlantique, ou les enclaves de Ceuta et Melilla](#), soit une hausse de 236% par rapport à 2023. La hausse la plus importante est observée aux Canaries, plus de 14.000 personnes arrivées cette année (2.376 l'an dernier sur la même période).

La [Mer d'Alboran](#), entre le Maroc, l'ouest de l'Algérie et le sud de l'Espagne, est également qualifiée de "cimetière des migrants". En 2023, plus de 6400 personnes ont emprunté cette route -61% de plus qu'en 2022- ; 67 corps y ont été repêchés. Cette route est généralement empruntée par des ressortissant.e.s algérien.ne.s et marocain.e.s.

Par ailleurs, de plus en plus de [jeunes aspirants footballeurs venant de Guinée, du Maroc, et de Tunisie sont victimes d'arnaque](#), arrivant en Espagne avec la promesse d'intégrer des centres de formation nationaux sont finalement bernés par les réseaux de trafic, et se retrouvent en situation de rue, sans documentation, et dans une grande précarité.

Maroc: [nouvelle tentative de passage vers Ceuta](#) d'une centaine de personnes, déjouée par les forces de l'ordre. En ce qui va d'année, [901](#)



Second [rapport de l'OIM sur les migrations en Afrique](#). Y sont abordés : la migration et la santé, les tendances migratoires induites par le climat, l'analyse basée sur des données des tendances actuelles et futures de la mobilité humaine, la migration et le commerce, la mobilité de la main-d'œuvre, les personnes disparues et le rôle des nouvelles technologies pour faciliter l'inter-connectivité et la mobilité humaine en Afrique.



Rapport du Mixed Migration Center (MMC) sur [les risques perçus par les enfants et jeunes migrants dans 4 capitales d'Afrique de l'Ouest et du Nord](#) (Bamako, Conakry, Niamey et le Grand Tunis). Il est basé sur des enquêtes menées auprès de jeunes migrants (âgés de 18 à 24 ans) et de personnes voyageant avec des enfants dont ils ont la charge (accompagnants).



Rapports périodiques du MMC sur les mobilités humaines à échelle régionale, notamment en [Afrique de l'Ouest, Afrique du Nord, Afrique de l'Est et du Sud, et Europe](#).

[personnes](#) ont déjà pénétré dans l'enclave espagnole. Du côté de Nador, on a constaté le [départ de plusieurs élus locaux \(4 à ce jour\) ayant rejoint l'Espagne](#) à bord de bateaux de fortune.

Burkina Faso/Ghana: Alors que le Ghana a accueilli des milliers de réfugiés burkinabè fuyant l'escalade des violences djihadistes, des [groupes de défense des droits des Peuls affirment que les autorités ghanéennes ont également expulsé des demandeurs d'asile d'origine peul](#), communauté accusée de soutenir l'insurrection.

Afrique subsaharienne: [de plus en plus de soignant.e.s, notamment des infirmier.e.s, quittent le continent](#) pour l'Europe et l'Afrique du Nord, où la demande de travailleurs explosent. Les raisons de cet exode: la précarité des salaires, le manque de diversité des spécialisations et de manière générale, les conditions de travail. L'OMS, alarmée de cette situation, a établi une liste rouge de 55 pays, principalement africains, en situation de déficit critique.

Déplacements internes

Nigeria: La récente fermeture des huit camps officiels de déplacé.e.s à Maiduguri, dans l'État de Borno, dans le nord-est du Nigeria, a conduit à une nouvelle vague de violence et de déplacements. [Plus de 150.000 personnes relocalisées, pourraient désormais être contraintes de fuir à nouveau en raison de l'insécurité et du manque de protection](#) dans leurs sites de réinstallation .

02 | Contrôle et gestion des frontières

Coopération & gouvernance

FOCUS sur le Pacte européen asile et migration

Après plusieurs années de négociations, [adoption du pacte par le Parlement européen](#). L'approche globale du pacte est de renforcer les contrôles aux frontières, et réorganiser la gestion de l'asile en particulier lors de situations de crise. Le texte se base sur 3 axes:

- 1) **Sécurité des frontières extérieures**, avec le filtrage des personnes, qui seront retenues dans des centres aux frontières de l'UE le temps de l'analyse de leur dossier, prise d'empreinte, etc. le but étant ici de renvoyer les déboutés le plus rapidement possible. De nombreuses voix craignent un examen expéditif des demandes de protection. En cas de « crise » - afflux majeur-, un régime dérogatoire moins protecteur pour les demandeurs d'asile pourra être mis en place, ainsi qu'un allongement de la durée de détention aux frontières extérieures de l'UE
- 2) **Procédures d'asile et de retour "rapides et efficaces"**
- 3) **Mécanismes de solidarité** entre pays européens : chaque année, chaque pays membre devra accueillir un certain nombre de demandeurs d'asile via des "relocalisations". En cas de refus, il sera l'objet d'une amende de 20.000 euros pour chaque refus. Ce point suscite [l'opposition nette des partis d'extrême droite](#). Selon les ONG, la pénalité financière ne sera pas dissuasive.

A cela s'ajoute **l'externalisation et partenariats avec les pays d'origine et de transit** pour limiter les arrivées. Plusieurs points suscitent encore des désaccords et la société civile dénonce les possibles dérives. Ici le [Mixed Migration Center](#), ici [Caritas Europa](#).

Maghreb: [réunion tripartite entre les dirigeants de la Tunisie, de l'Algérie et de la Libye](#), dans le cadre d'une lutte commune contre les impacts de l'immigration irrégulière et pour unir leurs positions sur cette question.

Italie/Tunisie: [4ème visite de Giorgia Meloni en Tunisie](#) en moins d'un an, visant principalement à consolider la collaboration sur le dossier migratoire. Rome et Tunis se sont engagés à miser sur les "retours volontaires", en "impliquant les organisations internationales chargées de

superviser ces "rapatriements". En outre, 3 accords, économiques et militaires, ont été signés.

UE: Le Parlement européen a adopté plusieurs [amendements permettant aux États membres de fermer leurs frontières en cas d'"instrumentalisation" ou de facilitation](#)

[d'entrée de migrants irréguliers sur le territoire de l'UE](#). Une décision qui fait écho aux événements migratoires des années précédentes, notamment quand la Biélorussie avait été accusée de laisser passer des migrants vers la Pologne et la Lituanie.

Surveillance, refoulements

Espagne: [Arrestation de 3 membres d'un réseau mafieux, soupçonnés d'avoir escroqué 100 personnes](#) qui, basées au Maroc, versaient 16.000€, en échange d'un contrat de travail et d'un permis de séjour qui n'apparaîtraient jamais.

France/Italie: dans une [décision-cadre](#), la [Défenseur des droits française](#) souligne des "violations systématiques" par les autorités françaises des droits des personnes migrantes souhaitant entrer sur le territoire depuis l'Italie, ainsi que des privations de liberté "arbitraires et indignes". Le cas des enfants est particulièrement souligné.

Tunisie: [Libération, 9 jours après son incarcération, de l'ex-président de l'Association des étudiants et stagiaires africains en Tunisie \(AESAT\)](#). Durant sa détention, il a été interrogé notamment sur "ses prises de position lors de la crise migratoire de février 2023" dans le pays. A El Amra, dans la région de Sfax, sous couvert d'un climat de cohabitation avec la population locale devenu "ingérable", des [soldats ont été](#)

[envoyés afin de déplacer les migrants](#) vers des "zones spécifiques désignées" (non précisées).

Algérie/Niger: Les autorités nigériennes ont convoqué l'ambassadeur d'Algérie à Niamey pour [protester contre la campagne d'expulsion à la frontière entre les deux pays](#).

Chypre: Face à la forte hausse des arrivées irrégulières sur l'île, principalement depuis le Liban (plus de 1000 personnes la première quinzaine d'avril), les autorités ont annoncé la [suspension du traitement des demandes d'asile des Syriens](#). Dans la pratique, les demandeurs d'asile peuvent déposer un dossier mais il ne sera pas traité. En 2022, une décision similaire avait déjà été prise, sans effet.

Frontex: 2 organisations françaises, la Ligue des droits de l'Homme et Utopia 56, ont porté [plainte contre l'ancien patron de Frontex](#) et actuel n°3 de la liste du Rassemblement national pour les élections européennes. Elles l'accusent de complicité de crimes contre l'humanité et de torture quand il était à la tête de Frontex.

Disparitions, sauvetages

Canaries: fin avril, [nauffrage d'une pirogue partie du Sénégal](#). Seuls 9 personnes (des 60 passagers) ont été secourues, après avoir passé 2 jours accrochées au canot en partie immergé dans l'eau. L'ONG Caminando Fronteras dénombre déjà plus de 1.500 morts depuis janvier 2024 sur cette route migratoire.

Mauritanie/Mali/Brésil: une [embarcation en provenance d'Afrique de l'Ouest](#), avec à son bord 9 corps, a été retrouvée sur les côtes brésiliennes. L'origine des victimes a pu être identifiée grâce aux objets et documents retrouvés sur les corps.

Djibouti: selon l'OIM, au moins [21 morts et 23 disparus](#) lors d'un naufrage au large de Djibouti. Cette route de l'est, empruntée par les

personnes venant de la Corne de l'Afrique pour rejoindre l'Arabie saoudite via le Yémen, est extrêmement dangereuse.

Tunisie: D'une capacité de 35 places, la [morgue de l'hôpital de Sfax](#), principale zone de départ vers l'Europe, est actuellement à saturation. Face à la multiplication des décès en mer, les autorités tunisiennes souffrent d'un manque de capacités logistiques pour conserver ces corps, le temps que des tests ADN soient effectués pour l'identification et que des tombes soient réservées.

Italie: [Les poursuites judiciaires à l'encontre de plusieurs sauveteurs en mer ont été abandonnées](#), au terme de sept ans de litige. Les

ONG étaient accusés de se coordonner avec des trafiquants et passeurs pour géolocaliser les canots.

Libye: des [gardes côtes libyens ont tiré](#) en direction d'un canot de sauvetage du navire

humanitaire Mare Jonio, lors d'une opération de sauvetage. Les altercations entre garde-côtes libyens et navires humanitaires sont fréquentes ; et les coups de feu ne sont plus rares.

Enfermement, rétention



[Rapport annuel du Comité européen prévention de la torture](#), venant dénoncer les centres de rétention pour personnes étrangères en Europe.



France : rapport annuel de la Cimade sur [les centres de rétention en France](#), qui dénonce des décisions prises "sans discernement". De nombreux parents d'enfants français, des personnes ayant grandi en France, des personnes gravement malades, des personnes protégées au titre de l'asile ont été enfermées sans examen approfondi de leur situation.

Canaries: [5 personnes travaillant dans un centre pour mineurs de Lanzarote ont été provisoirement suspendues](#), soupçonnées d'avoir forcé au moins 5 jeunes à commettre des délits (vol, destruction de mobiliers...) dans la structure, pour saboter son fonctionnement. En cas de refus, ces enfants étaient privés de sortie, et leur procédure d'obtention de papiers en Espagne était retardée.

Expulsions / retours / relocalisations

Soudan: un [collectif de responsables d'organisations humanitaires et de chercheurs dénonce les expulsions](#) qui sont actuellement en cours depuis la France vers le Soudan, en violation du droit international.

Par ailleurs, des [milliers de réfugiés soudanais ayant fui vers l'Égypte](#) y ont été mis en détention dans un réseau de bases militaires secrètes, puis expulsés vers leur pays.

Relocalisation : nouvel [accord en préparation pour répartir 2.500 mineurs migrants non accompagnés](#), actuellement sur les îles Canaries, et les enclaves de Ceuta et Melilla, sur le reste de la péninsule.

Réinstallation : Caritas Europa, avec 21 organisations de la société civile, a signé une [déclaration commune appelant les législateurs européens à accroître la réinstallation](#) des réfugiés et à défendre le partage mondial des responsabilités.



Article du Mixed Migration Center portant sur: ["le recours à la force lors du retour et son impact néfaste sur les droits humains des migrants pendant et après le retour au Sénégal"](#). Les données collectées montrent que les personnes interrogées ont souvent subi de multiples cas de violations et d'abus lors de leur voyage de retour au Sénégal.

03 | Accueil, protection, intégration

Asile, Séjour

Espagne: suite à une [forte mobilisation de la société civile, dont Caritas Espagne](#) et la Conférence Épiscopale Espagnole, une "Initiative Législative Populaire" (ILP) a été soumise à la considération du Parlement concernant une régularisation extraordinaire des personnes étrangères qui vivent et travaillent sur le territoire. [Tous les partis politiques ont voté en faveur](#) de la prise en compte de l'ILP, à l'exception du parti d'extrême droite VOX. Il s'agit d'une première étape pour activer le processus parlementaire. La dernière régularisation de ce type avait eu lieu en 2005.

Par ailleurs, vive émotion dans le pays après la [diffusion de vidéos témoignant de violences policières](#) à l'égard de personnes migrantes à Madrid. [Le Ministère de l'Intérieur a ouvert une enquête.](#)

Ethiopie/UE: En [limitant la délivrance de visas aux ressortissants éthiopiens](#), l'UE marque sa désapprobation vis-à-vis de l'Éthiopie qui ne coopérerait pas suffisamment en matière de demandes de renvois de migrants en situation irrégulière.

Royaume-Uni: quelques jours après [l'adoption du projet de loi "Safety for Rwanda"](#) par les deux chambres du Parlement, de premières [interpellations ont eu lieu](#), en vue de placer en rétention les premiers demandeurs d'asile « expulsables » vers le Rwanda. Ces personnes ne pourront réclamer l'asile que depuis le sol rwandais, qui examinera leur demande. L'objectif du gouvernement est d'atteindre 5.700 expulsions d'ici la fin de l'année. Seule exception : les mineurs non accompagnés, "qui ne peuvent pas être considérés comme inadmissibles sur le territoire". [Le HCR et le Commissariat des Nations Unies pour les Droits de l'Homme alertent des "conséquences néfastes"](#) que pourrait avoir cette loi et appelle le gouvernement britannique à reconsidérer sa position. Celui-ci [se prépare, pour sa part, à faire face à de nombreux recours](#) qui viendront contester les expulsions.

De son côté [l'Irlande, pour ne pas avoir à accueillir les demandeurs d'asile qui seraient effrayés par l'idée d'être expulsés vers le Rwanda](#), est en train d'amender la loi actuelle pour faciliter les renvois vers le Royaume-Uni.



Ouganda - [à écouter:](#) le modèle d'accueil de ce pays qui reçoit la plus grande population de réfugiés du continent africain (1,6 millions) est actuellement fragilisé par le flux de réfugiés (notamment de l'est de la RDC et du Soudan) qui ne cessent d'augmenter, et le manque de financements.



Italie: [rapport de l'International Rescue Committee \(IRC\)](#) qui pointe les nombreux obstacles, discriminations, et retards dans les procédures d'asile. 13.000 demandes déposées en janvier 2024. Selon IRC, « [le gouvernement italien se concentre fortement sur la prévention des arrivées en Europe](#) plutôt que sur le renforcement du système d'accueil".

Intégration

Main d'œuvre étrangère en UE: Se basant sur un [rapport de Eurostat sur la main d'œuvre étrangère en Europe](#), plusieurs média (El Pais, Lighthouse Reports, Financial Times) ont mené une enquête concluant que partout en Europe, les [migrant.e.s hautement qualifié.e.s occupent des emplois pour lesquels ils sont surqualifiés et gagnent nettement moins](#) que leurs homologues locaux, ce malgré le fort besoin de main d'œuvre dans plusieurs pays de l'UE. Selon l'enquête, si les personnes étrangères étaient employées dans des postes correspondant à leurs diplômes et recevaient le même salaire que leurs homologues autochtones, l'économie européenne pourrait croître d'environ 33,8 milliards d'euros.

04 | Contexte socio-politique - faits marquants

Aide au Développement [selon la Banque Mondiale](#), la situation des 75 pays les "plus pauvres et vulnérables" – soit un quart de l'humanité-, ne cesse de se dégrader. L'écart de leur PIB avec celui des pays les « plus riches » s'est creusé au cours des cinq dernières années. Malgré cette situation, les [budgets d'aide au développement ne cessent de diminuer](#) et quand il y a aide, elle est plus destinée aux pays émergents qu'aux pays les plus pauvres.

Afrique

Afrique du Nord

Libye: [démission de Abdoulaye Bathily](#), chef de la mission des Nations unies en Libye, 18 mois après sa nomination. Celui-ci s'est désolé de *«voir des individus en position de pouvoir mettre leurs intérêts personnels au-dessus des besoins de leur pays»*.

Maroc: [Réforme du code de la famille](#), la Moudawana, en cours depuis plusieurs mois, Le texte est désormais entre les mains du roi Mohammed VI. La précédente réforme datait de 2004. La question du mariage des mineurs est l'un des grands éléments du débat.

Mauritanie: Mohamed Ould Ghazouani, qui dirige le pays depuis 2019, a annoncé être candidat pour un deuxième mandat à la présidentielle du 29 juin.

Par ailleurs, le [ministre mauritanien de la défense Hanana Ould Sidi s'est rendu à Bamako](#) pour rencontrer le colonel Assimi Goïta, afin de protester contre la multiplication des exactions commises par l'armée malienne et les mercenaires du groupe de sécurité privé russe Wagner sur des citoyens mauritaniens, le long de la frontière commune entre les deux pays. Ces opérations sont menées dans le cadre de la lutte antiterroriste. Au moins 43 civils mauritaniens ont été tués depuis début 2022.

Afrique de l'Ouest

Burkina Faso: Selon [Human Right Watch](#), au moins 223 civils, dont 56 enfants, ont été exécutés le 25 février dernier dans deux villages du nord, par leur propre armée. Il s'agirait de l'un des pires massacres depuis le début de l'insurrection djihadiste dans le pays, en 2015. En conséquence, les autorités ont [suspendu l'accès à plusieurs sites d'information occidentaux](#), sanctionnés pour avoir diffusé un rapport accusant l'armée de ces tueries. Depuis l'installation au pouvoir de la junte du capitaine Ibrahim Traoré, fin de septembre 2022, jamais le conflit avec les groupes djihadistes n'a fait autant de morts. En un an et demi, au moins 7.000 Burkinabés, civils, soldats et combattants djihadistes, ont été tués, selon l'ONG Acléd.

Côte d'Ivoire: les autorités ont annoncé [l'interdiction de plusieurs commerces ambulants et de la mendicité dans la capitale](#). Pour le moment, ni la liste des commerces ciblés, ni les sanctions n'ont été précisées.

Par ailleurs, une [aide de l'UE serait prochainement versée à la Côte d'Ivoire](#) au nom de la lutte contre le terrorisme, permettant à la Côte d'Ivoire d'acheter *«des drones, des véhicules, de l'équipement pour collecter des informations et des renseignements»*.

Mali: [suspension des activités des partis politiques](#) jusqu'à nouvel ordre "pour raisons d'ordre public".

Par ailleurs, [plus de 110 civils sont retenus](#) depuis mi-avril par des djihadistes présumés, après arrestation de leurs bus dans le centre du Mali.

Niger: alors que les [discussions entre Washington et Niamey sur le retrait des forces américaines](#) (à la demande du Niger) ont été lancées, la présence russe se renforce avec [l'arrivée de l'Africa Corps](#).

Sénégal: formation du [nouveau gouvernement](#), avec à sa tête Ousmane Sonko et plus de la moitié des ministres issus de son parti politique, le Pastef. Parmi les premières mesures, la [renégociation des contrats miniers, pétroliers et gaziers](#) pour qu'ils bénéficient davantage aux populations locales. Les nouvelles autorités sénégalaises estiment que les contrats signés par l'ancien pouvoir, sont *«très défavorables»* au Sénégal.

Togo: [élections législatives et régionales](#) fin avril, quelques jours après une [réforme de la Constitution](#), qui entérine un régime parlementaire et acte la disparition du suffrage direct pour choisir le président de la République. L'opposition y voit une manœuvre de la part de Faure Gnassingbé pour se maintenir au pouvoir.

1

Afrique centrale

Mozambique: début avril, [nauffrage d'un navire qui comptait 130 passagers](#). Seules 5 personnes ont été retrouvées vivantes. La plupart des passagers tentaient de fuir la terre ferme en raison de fausses informations concernant une épidémie de choléra, qui ont semé la panique.

RDC: [dans un communiqué](#), le HCR appelle à l'action face aux risques pour les personnes déplacées dans l'est du pays. La résurgence de la violence par des groupes armés en 2024 a provoqué le déplacement de plus de 6,4 millions de personnes dans les régions du Kasai, du Tanganyika, de l'Ituri et des Kivus.

Afrique de l'Est

Centrafrique: La mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en Centrafrique (Minusca) « *condamne fermement les tueries ignobles d'une trentaine de civils lors d'attaques perpétrées* » entre le 2 et le 14 avril dans le sud-est, le sud et l'ouest du pays, par un groupe rebelle. Et appelle à une cessation des hostilités entre les différentes factions armées. La guerre civile qui traverse le pays depuis 2013, qui s'était largement depuis 2018, a viré en affrontements épars entre, d'un côté, des mouvements armés rebelles et, de l'autre, l'armée, ses soutiens russes du Groupe Wagner et certaines milices d'autodéfense.

Par ailleurs, la Cour pénale spéciale, parrainée par les Nations unies, a émis un [mandat d'arrêt international contre l'ancien président François Bozizé](#), dans le cadre d'une enquête sur sa responsabilité dans de possibles crimes contre

Rwanda: A l'occasion de la [commémoration des 30 ans du génocide rwandais](#), le Président Paul Kagame (au pouvoir depuis 1994) a une fois de plus [accusé la communauté internationale](#) de l'avoir "laissé tomber" pendant le génocide, alors que celle-ci l'accuse de soutenir le M23, groupe rebelle qui agit dans la RDC voisine.

Tchad: le général Mahamat Idriss Déby Itno, proclamé président par l'armée il y a trois ans, est porté largement gagnant pour les [prochaines élections](#) du 6 mai prochain. Pour leur part, les [Etats-Unis ont annoncé le retrait](#) de leurs soldats le temps de l'élection.

l'humanité commis par des militaires dans une prison du pays entre 2009 et 2013.

Somalie: Le Parlement a approuvé à l'unanimité l'instauration du [suffrage universel direct et le passage à un régime présidentiel](#).

Soudan: [un an de guerre](#) : l'une des crises humanitaires les plus désastreuses au monde, [8,5 millions de personnes déplacées dont 1,8 réfugiées](#) (vers le Tchad, Sud Soudan, République centrafricaine, l'Ouganda). L'ONU suspecte que des [crimes contre l'humanité](#) sont commis au Darfour. , Une [conférence sur la crise au Soudan mi-avril](#), réunissant près de 60 pays, ainsi que l'ONU et des agences internationales, a abouti à la mobilisation de plus de 2 milliards d'euros, soit la moitié des besoins chiffrés par les Nations Unies.

Mobilités et environnement

Pluies en Afrique de l'Est / El Niño: Au **Burundi**, les pluies quasi incessantes depuis septembre, au lieu des deux saisons des pluies habituelles, ont provoqué le [déplacement de plus de 100.000 personnes](#). Le **Kenya**, pour sa part, déplore plus de [188 morts depuis mars](#), 165.000 personnes déplacées. En **Tanzanie**, au moins 155 personnes ont péri dans des inondations ou des glissements de terrain.

Au-delà des urgences liées aux pertes physiques et matérielles, [l'impact psychologique](#) des catastrophes climatiques commence à peine à

être pris en compte. Dans une note d'orientation publiée en 2022 à l'attention des gouvernements, l'OMS soulignait l'«*urgence croissante* » de se préparer à prévenir les troubles mentaux liés au dérèglement climatique.

Le HCR, pour la première fois, a lancé un [fonds pour la résilience climatique](#) visant à renforcer la protection des communautés déplacées menacées par le changement climatique. Le HCR vise à lever 100 millions de dollars fin 2025.